

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Maintenir le secret bancaire, adapter le droit pénal fiscal et ne pas vouloir sauver l'UBS à tout prix

A propos de solutions, de trouillards et de moyens de riposte

me. Pendant une crise financière, tout le monde a besoin d'argent. Les Etats de l'UE et les USA ont injecté des sommes colossales dans des «plans de sauvetage» pour des banques et des sociétés en situation désespérée. La thérapie a commencé avant que le diagnostic ait été clairement établi. Maintenant, toutes les cartouches sont brûlées, avec un piètre effet. Beaucoup d'Etats de l'UE sont tellement endettés qu'ils sont menacés de faillite.

Peut-être était-ce l'intention de ceux qui jouent un rôle décisif: faire pression sur les Etats pour qu'ils mettent sur pied un plan de sauvetage après l'autre: croulant sous le poids des dettes et menacés de faillite, ils accepteront plus facilement un nouvel ordre mondial. Mais nous n'en sommes pas là. N'anticipons pas.

Pour le moment, tout le monde ne veut qu'une chose: de l'argent, beaucoup d'argent pour compenser l'erreur de ces plans de sauvetage. Avec une guerre non déclarée qui n'en est pas une, nos agresseurs veulent faire sauter le «coffre-fort suisse». C'est là que repose tout de même un tiers des fortunes privées mondiales.

L'UE et les USA agissent de façon concertée, mais en se partageant les tâches. L'EU veut avoir un accès direct aux données bancaires, les Américains veulent obtenir par le chantage et un arbitraire répugnant l'accès direct à l'argent. Il est temps d'abandonner nos illusions à propos d'Obama qui ne se distingue même pas de Bush par sa rhétorique.

En avril aura lieu le deuxième sommet du G20, cette fois à Londres, deuxième centre nerveux du système financier anglo-saxon chancelant. Chaque pays essaye au préalable de sauver ses paradis fiscaux. Ce sont les Britanniques qui en ont le plus, sous le contrôle du Commonwealth: île de Man, Guernesey, Jersey, Gibraltar, îles Vierges, Anguilla, Bermudes, îles Caïman et Marshall, etc.. Les Français se servent de Monaco, les Américains blanchissent leur argent dans les Caraïbes, îles de pirates, ainsi qu'en Floride et au Delaware.

Le dénigrement de la Suisse et les déclarations de guerre de Paris et de Berlin font penser aux malfaiteurs qui crient «Au voleur!» pour détourner l'attention.

### Ne sous-estimons pas la Suisse

Jusqu'à présent la Suisse a facilité la tâche des agresseurs de plusieurs manières. On l'a déjà fait chanter à la fin des années 1990 dans le cadre des discussions autour de la Seconde Guerre mondiale. Cela attire les récidivistes.

Et puis, avec son gouvernement de sept conseillers fédéraux et son système multipartite, la Suisse a besoin de plus de temps pour réagir aux agressions. (cf. «L'expérience de Globi à l'intention du Conseil fédéral», p. 4). De plus, elle ne fait pas partie de l'UE mais cette dernière voudrait l'intégrer depuis longtemps. C'est pourquoi elle a acheté plusieurs repaires de collaborateurs, et pas seulement dans les médias et en politique (cf. «Un pamphlet contre la Suisse publié par Bertelsmann», p. 7). Malgré cette guerre menée sur deux fronts, la Suisse ne doit pas se laisser isoler, comme l'affirme le banquier Konrad Hummler (cf. «Non aux manœuvres de diversion pour cacher les erreurs américaines», p. 3).

L'UBS a admis avoir enfreint de façon quasi obscène des lois américaines et elle frétille maintenant à l'hameçon des autorités américaines. Il reste à élucider qui l'a poussée à cette imprudence criminelle et pour quelle rai-

son elle a mordu à l'hameçon. Quel rôle a joué Marcel O.? Et pourquoi a-t-il protégé aveuglément le siège américain de la si sérieuse UBS? Qu'a-t-il de commun avec Bill Clinton? L'agent de sécurité Meili vous salue! A qui profite le crime? (cf. «Il faut garder le secret bancaire mais on peut le faire évoluer et l'adapter», p. 4)

La Suisse a un avantage. Depuis les discussions déloyales avec le Congrès juif mondial à la fin des années 1990, elle a une bonne expérience de la guerre médiatique. Cette expérience est largement répandue et sera utilisée.

Un exemple en est donné par le livre récemment paru intitulé «Mon banquier a dit... Qui veut détruire la banque suisse?», lequel contient des contributions d'éminents spécialistes du monde de la banque et de l'économie. Il faut absolument qu'il paraisse aussi en allemand. (cf. «Mon banquier a dit...», p. 6/7)

### Stratégie offensive

Une stratégie offensive pourrait être la suivante: *Maintenir le secret bancaire comme composante de la liberté, adapter le droit pénal fiscal et abandonner la différence – manifestation difficile à comprendre par un étranger – entre fraude fiscale et soustraction fiscale.* En échange, on pourrait offrir l'impôt anticipé à tous les Etats.

Finalement, on n'a pas encore vraiment expliqué pourquoi l'UBS serait tellement indispensable à l'économie suisse. Le rabâchage de ce dogme n'est pas honnête. Des choses essentielles ne sont pas dites. Les PME suisses se sont en tout cas depuis longtemps tournées vers les banques Raiffeisen, la banque Migros et les banques cantonales. La vie pourrait continuer en Suisse sans l'UBS.

### Les atouts de la Suisse

La stratégie doit avoir une composante offensive imaginative. La politique timorée doit cesser. Il faut chercher le talon d'Achille de l'adversaire qui doit sentir la menace de

la massue. Oswald Grübel a commencé lorsqu'il a menacé Obama de retirer l'UBS des Etats-Unis, ce qui ferait 35 000 chômeurs coûteux de plus. (cf. «Oswald Grübel renvoie la balle», p. 2)

L'ancienne ambassadrice américaine en Suisse Faith Whittlesey remet les choses en place: la Suisse est un Etat de droit sur lequel on peut compter. Elle estime même que les entreprises suisses installées aux Etats-Unis donnent du travail à 50 000 Américains (cf. «La Suisse est un pays stable et conscient de ses responsabilités», p. 5). Il n'est pas sûr que cela va durer. Cela ferait du bruit si l'ambassadeur Borer ou des particuliers expliquaient la chose au président Obama au moyen d'une campagne d'annonces dans les principaux journaux américains.

Alors, on examinerait les plaintes déposées contre les responsables de la crise financière. Les banques américaines ont transformé en «instruments financiers» des hypothèques sans valeur, les agences de notation ont anobli ces titres toxiques en leur attribuant trois A, puis ces non-valeurs ont été vendues à des caisses de pensions en Europe et en Asie. Le droit pénal appelle cela une escroquerie. Ces banques américaines et leurs complices, les autorités de surveillance, ont déclenché la crise mondiale et causé dans le monde entier des dommages incommensurables et des souffrances difficiles à évaluer. Il faut leur demander des comptes. Elles doivent payer des dommages-intérêts. (cf. «Actions en justice contre les responsables de la crise financière», p. 2)

La Suisse doit également rapatrier l'or de la Banque nationale qui repose aux USA. Il serait grand temps de le faire. En outre, elle pourrait fermer les représentations diplomatiques qu'elle entretient au nom des Etats-Unis à Cuba et en Iran. Et les antennes du système d'écoutes et de transmissions Sator des services de renseignements suisses de Leuk pourraient nécessiter subitement des travaux

d'entretien urgents. On sait qu'en matière de technique, les ruses du diable sont imparables. De plus, on pourrait faire des révélations sur divers comptes de particuliers en Suisse (pas seulement sur celui du ministre allemand des finances Peer Steinbrück qui a été vu à la Bahnhofstrasse de Zurich). Finalement, la Suisse pourrait être pionnière en matière d'assèchement de paradis fiscaux (cf. «La Suisse pourrait offrir d'aider tout le monde à assécher les paradis fiscaux», p. 3). Ainsi elle pourrait créer une institution destinée à aider les autres pays à assécher les paradis fiscaux. Elle pourrait obtenir le statut de droit international comme le CERN ou le CICR et jouirait de l'immunité. Un silence embarrassé régnerait bientôt à Londres, à Paris et à New York, car là-bas, on n'est pas si regardant sur les paradis fiscaux.

### Les petits Etats maîtrisent plus facilement la crise

Ceux qui ont une vision de l'avenir se rendent compte que le temps travaille pour nous. G20 ou pas, la crise s'étend inexorablement. Le Sommet du G20 de Londres n'est-il pas condamné à échouer? Un petit Etat décentralisé, pratiquant la démocratie directe et doté d'un système de milice peut mobiliser davantage de forces dans la crise financière, mieux s'adapter, lutter plus longtemps et résoudre les tensions sociales de manière plus juste et plus solidaire que les structures centralisées comme l'UE ou les Etats-Unis. L'approvisionnement économique du pays doit également être renforcé de manière prévoyante. Nous serons de nouveau reconnaissants d'avoir nos propres produits alimentaires.

### Imagination et courage

La présente édition fait entendre des voix diverses. Aiguillons nos esprits en vue de solutions d'avenir et de mesures offensives, loyales et imaginatives. Courage!

## La Suisse est un obstacle sur la voie de Merkel qui mène à la dictature financière de l'UE

par Karl Müller

«Une fois les rouages de la stratégie du choc compris à fond par le plus grand nombre, les collectivités deviennent plus difficiles à prendre par surprise et à désorienter – bref, elles résistent aux chocs.»

(Naomi Klein: *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, p. 556)

Le 22 février à Berlin, lors de la conférence de presse tenue après la préparation au sommet de l'UE du G20, le Premier ministre britannique Gordon Brown a fait une remarque qui laisse songeur: «Nous avons besoin d'un «New Deal» mondial [...]». Et concrètement: «Nous sommes conscients que, dans les domaines où passent des flux financiers mondiaux, nous ne nous tirons pas d'affaire avec des autorités purement nationales, mais que nous avons besoin d'autorités et d'instances de surveillance mondiales, veillant à ce que les institutions financières opérant sur le marché nous révèlent complètement ce qu'elles font.»

Gordon Brown n'a pas dit ce qu'il pensait exactement. Mais l'économiste Wilhelm

Henkel, l'un des demandeurs du recours contre l'instauration de l'euro en Allemagne, a exprimé dès le 11 février, dans une interview accordée à la «Frankfurter Rundschau», ce que l'on en pensait au niveau de l'UE: «Ce serait la fin de la démocratie des Etats européens. Un gouvernement économique doté de pouvoirs dictatoriaux remplacerait la constitution et les parlements.»

A la conférence de presse du 22 février, l'organisatrice de la réunion, la chancelière d'Allemagne Merkel, s'est vue demander ce qu'elle considérait comme le résultat le plus tangible de la réunion. Sa réponse: «Comparant ce résultat au plan d'action de Washington, on constate une plus grande clarté dans la poursuite des paradis fiscaux, des «taches blanches», en ce qui concerne les institutions, les produits, mais surtout les diverses places financières.» Après avoir déjà menacé auparavant: «Nous devons développer un mécanisme de sanctions contre ceux qui ne font pas preuve de coopération, qu'il s'agisse de paradis fiscaux ou de domaines à opérations opaques. L'action doit être très concrète. Nous estimons qu'il faut établir des

### La raison d'Etat de l'Allemagne

«Aujourd'hui nous pouvons le dire: la responsabilité de l'Allemagne dans l'unification européenne, dans le partenariat transatlantique, dans l'existence d'Israël – tout cela fait partie intégrante de la raison d'Etat de notre pays et de la raison d'être de notre parti.»

Discours de la présidente de la CDU Allemagne, Angela Merkel, lors de la cérémonie «La CDU fête ses 60 ans», le 16 juin 2005 à Berlin

listes d'ici au 2 avril, mais peut-être aussi d'ici la rencontre des ministres des Finances, montrant bien qui a refusé jusqu' alors de participer à cette coopération internationale.» Et l'homme des basses œuvres, le président Sarkozy, de faire écho: «Nous n'accepterons pas que quoi ou qui que ce soit empêche les ambitions du sommet du 2 avril (G20 de Londres consacré à la crise financière) de se réaliser, car elles sont d'une portée

## Oswald Grübel renvoie la balle

L'ancien patron de Credit Suisse, Oswald Grübel, reprendra les rênes d'une UBS exsangue et épuisée. Sa réputation suggère le début d'une ère de profondes réformes. Pour commencer, il menace les Etats-Unis.

Exit Marcel Rohner, 44 ans. Bienvenue à Oswald Grübel, 66 ans, Est-Allemand d'origine. L'ancien timonier de Credit Suisse, encensé pour ses performances au CS, prend aujourd'hui les rênes de son concurrent d'hier.

Le titre UBS a littéralement bondi hier à la Bourse suisse, clôturant à 11 frs 74 (+16,2%). C'est dire que les marchés croient le nouvel arrivant capable de remettre UBS sur les rails. L'heure du grand ménage a sans doute sonné.

### Téléphone à Obama

«Il était plus que temps que Marcel Rohner quitte la direction du groupe, estime François Savary, économiste chez Reyl et Cie à Genève. Il était pieds et poings liés, ne serait-ce que parce que, dans la période pendant laquelle se sont déroulés les événements que la justice américaine reproche à UBS, Rohner était le patron de la division banque privée. Si personne ne peut aujourd'hui prouver qu'il était au courant de tout, les soupçons sont tels qu'il avait perdu toute légitimité.»

Arrive alors le chevalier blanc. Fort de trente-huit années passées au sein de Credit Suisse jusqu'à en occuper la plus haute

fonction entre 2004 et 2007. «C'est un killer, dit l'un de ces anciens collaborateurs au CS. Dans le sens que lorsqu'il a établi une stratégie, il ne laisse personne s'y opposer.» D'entrée de jeu, Oswald Grübel aurait confirmé sa réputation de réformateur et d'homme aux nerfs d'acier. Selon une source de la «Tribune de Genève», alors que sa nomination n'était pas encore officiellement confirmée, il aurait téléphoné à un très proche collaborateur de Barack Obama pour lui livrer le message suivant: UBS reconnaît toutes les erreurs qu'elle a commises pendant les années 2000 et pourrait, pour solde de tout compte, fermer l'ensemble de ses activités, notamment de banque d'investissement, aux Etats-Unis, laissant sur le carreau près de 34 000 collaborateurs.

Traduction: les Etats-Unis ont menacé de retirer à la filiale américaine d'UBS sa licence bancaire pour obtenir le nom des titulaires de comptes en Suisse. Soit. Maintenant, c'est UBS qui menace Oncle Sam de l'embarasser avec 34 000 chômeurs de plus en pleine débâcle économique si les Etats-Unis ne mettent pas un peu d'eau dans leur whisky. Oswald Grübel n'est donc pas homme à s'en laisser compter. N'affirmait-il pas hier dans une interview à la télévision allemande qu'il ne voit pas le secret bancaire suisse disparaître avant au moins 75 ans, même s'il devrait peut-être s'adapter à de nouvelles donnes?

Source: «Tribune de Genève» du 27/2/09

### «La Suisse est un obstacle ...»

suite de la page 1

historique. Si nous parvenons à couronner ce sommet de succès, nous ouvrirons un nouveau chapitre.»

Steg, porte-parole du gouvernement allemand, a communiqué le même jour comme résultat du sommet de Berlin que «tous les marchés financiers devaient être soumis à une surveillance ou réglementation adéquates» et que «nous élaborerons des mécanismes de sanction pour mieux prévenir les dangers qui partent des pays non disposés à coopérer, paradis fiscaux compris.»

Sans que la Suisse fût mentionnée dans aucun des communiqués officiels, il était clair que le sommet se dirigeait contre elle. Ce n'était donc pas un hasard que la «Frankfurter Rundschau» ait titré le 23 février «Härtere Strafen für Steuersünder» (augmentation des peines appliquées aux contribuables en délicatesse avec le fisc) et qu'elle y ait ajouté l'image d'une ville et un drapeau suisses. Ce n'est pas non plus un hasard si *Deutschlandfunk*, émetteur radio proche du gouvernement allemand, a organisé une discussion, juste le 23 février, à propos d'un livre qui porte le titre abject de «Schurkenstaat Schweiz?» (La Suisse, Etat voyou?) et qui insinue que la Suisse – et non les messieurs et dames de la haute finance de New York et de Londres – aurait provoqué la crise financière mondiale.

En fait: la Suisse dérange; les grands patrimoines qui y sont déposés suscitent l'envie. Envie surtout d'établissements de la haute finance hors de Suisse, qui ont décidé d'accroître encore leur propre patrimoine au moyen de prélèvements fiscaux et de nouvelles répartitions.

Il faut abandonner l'idée selon laquelle seul le néo-libéralisme sert les intérêts monétaires et les intérêts de puissance de la haute finance en imposant toujours davantage de dérèglementations et de privatisations tout en restreignant l'action de l'Etat. Si cela s'avère opportun, on change d'instrument. Il semble que cet instant soit arrivé, qui marque le passage de la politique de Bush à celle d'Obama.

Les membres de la haute finance n'ont pas de préférence de principe à l'égard d'un régime économique ou social déterminé. Pour eux, il s'agit d'accroître leur profit. Ils l'ont fait dans le capitalisme des Etats-Unis, le communisme de l'Union soviétique, ainsi que dans le fascisme et le national-socialisme européens. La situation est la même

aujourd'hui. On peut le lire notamment dans le livre de C. Edward Griffin: «La créature de Jekyll Island. La Réserve fédérale, institut d'émission des Etats-Unis. Le monstre le plus effroyable que la haute finance internationale ait jamais créé.» [Titre traduit de la version allemande, cet ouvrage n'a pas été publié en français, ndt.]

Elle a aussi bénéficié de l'action de Franklin D. Roosevelt, président des Etats-Unis, qui «a opéré dans l'intérêt de la haute finance par son New Deal et par d'autres lois promulguées à partir de 1933». On peut le lire dans le livre d'Anthony S. Sutton: «Roosevelt et la haute finance internationale» (ISBN 3-87847-107-6).

Ce qui dérange la haute finance, ce sont des Etats et peuples souverains, dont les citoyens déterminent l'évolution politique ainsi que l'évolution économique et sociale.

Il ne faut donc pas s'étonner qu'un instrument de domination centraliste et dirigiste, violent, empiétant sur les droits individuels et autoritaire ait vu le jour, qui accapare les structures de l'Etat et en abuse pour faire croire aux peuples que l'on s'occupe de leurs intérêts, alors qu'il s'agit en fait des intérêts de quelques rares personnes. C'est le contraire d'un Etat de droit et d'un Etat social libéral et démocratique.

En Europe, ce rôle est attribué à l'UE, sous la férule d'Angela Merkel. Aux Etats-Unis, le nouveau président, Obama, assumera ce rôle. Ses propositions visant à résoudre la crise financière sont analogues à celles de l'UE.

Mais les citoyens ne sont pas livrés à ce moloch. Tout Allemand, par exemple, qui proteste maintenant sans hésitation contre les attaques arbitraires que subissent ses voisins suisses sous la conduite de l'Allemagne et contre le rôle de bouc émissaire que l'on veut faire jouer à ces voisins agit en faveur de la liberté de tous les hommes.

Tout Allemand peut aussi se demander qui est responsable du fait que son pays a une quote-part des dépenses publiques et une charge fiscale nettement plus élevées que celles de la Suisse, un taux de chômage trois fois plus haut, de moins bonnes prestations sociales et des citoyens moins satisfaits. Il se peut que cela découle en une certaine mesure d'une politique allemande qui continue de traiter les habitants du pays non comme les citoyens d'une république, mais comme des sujets tenus en laisse. Politique qui fait encore tout pour distraire des manquement considérables qu'elle a commis par le passé.

## Actions en justice contre les responsables de la crise financière

### Tout le cirque fait autour du secret bancaire n'est qu'un rideau de fumée

thk/me. Ceux qui se souviennent de la campagne de 1995-98 lancée contre la Suisse par le Congrès juif mondial ont une impression de déjà-vu. La vive attaque menée contre la Suisse depuis des mois, lancée par les Etats-Unis et l'UE dans leur sillage, s'intensifie, de sorte qu'il faut se poser des questions sur ses causes et sur les objectifs de ses auteurs.

Il est manifeste que les grands pays industrialisés, avant tout les Etats-Unis et l'Angleterre, et dans une moindre mesure l'Allemagne et la France, ont de gros problèmes financiers après le sauvetage des banques et les plans de redressement. Les bilans des grandes entreprises et des grandes banques sont hautement déficitaires. Depuis des mois, on n'entend parler que de licenciements de masse, de Trésors publics vides et de dettes colossales.

On pourrait considérer l'attaque de la place financière suisse par les Etats-Unis et l'UE comme une tentative – semblable à celle effectuée en ce qui concerne les matières premières – de venir prendre ce dont ils ont besoin sans égard pour personne. Le secret bancaire et la législation fiscale suisse ne sont qu'un prétexte pour revenir à la charge après l'échec de l'attaque de 1995. Le fait qu'il ne s'agisse pas ici d'un conflit objectif mais qu'il cache quelque chose apparaît à l'évidence quand on sait qu'il y a 42 paradis fiscaux dans le monde qui relèvent du pouvoir anglo-saxon et dont il n'est pas question.

Le fait qu'Obama demande un système financier mondial ouvre de nouvelles perspectives sur les objectifs de ceux qui nous attaquent. Les spécialistes estiment que les banques suisses gèrent un tiers des fortunes privées mondiales. C'est une épine dans le pied des places financières de Londres et de New York, car elles ne peuvent pas spéculer avec cet argent. La place financière suisse est un sérieux concurrent qui doit être affaibli le plus possible. Le secret bancaire représente ici un avantage sans grande importance. Ce qui est déterminant pour le succès

des banques suisses, c'est leur compétence. Donc ce qui a échoué en 1995 doit être tenté à nouveau.

Un système financier mondial tel que le demandent les Etats-Unis ne tolère pas de pays pratiquant une politique financière et économique souveraine, qui possède un droit fiscal démocratique et donc proche des citoyens, qui ne peut être influencé ni par l'UE ni par les Etats-Unis. Aussi se livre-t-on de nouveau à une opération concertée. Au mépris total de sa souveraineté, on menace la Suisse de représailles économiques si elle ne s'exécute pas.

### Il faut tenter des actions en justice contre les USA et les banques américaines

La cause de la crise financière mondiale actuelle est à chercher avant tout dans les affaires hypothécaires criminelles des banques américaines et le commerce hyperspéculeatif des dérivés imaginé et mis en œuvre par les banques américaines. A cela s'ajoutent la négligence des autorités de surveillance, comme dans l'affaire Madoff, et la corruption des agences de notation. Elles sont toutes basées aux Etats-Unis et ont attribué la note la plus élevée (AAA) à tous les titres toxiques. Qui peut croire que cela n'était pas louche? L'industrie américaine s'est effondrée. On prévoit un recul de 6,8% du produit national brut mais selon toute vraisemblance, il sera plus important. L'indice boursier américain, le Dow Jones, a chuté de plus de 50% au cours des derniers mois, ce qui a anéanti des milliards d'actifs. Les petits épargnants qui ont acheté des actions sont ruinés. En raison de la bulle hypothécaire qui a déjà éclaté, des dizaines d'autres Etats sont également affectés. Aussi la Suisse et le reste du monde devraient-ils réclamer des dommages-intérêts aux banques américaines car elles sont responsables de ce pétrin. Tout le cirque fait autour du secret bancaire suisse met la charrue avant les bœufs et détourne l'attention de ces importantes questions internationales.

## «Montrer leurs limites aux Américains»

Le conseiller national Pirmin Bischof (PDC), membre de la Commission de l'économie du Conseil national.

«L'UBS a été une proie de choix pour l'Administration et la surveillance financière américaines, car c'est la plus grande banque de gestion de fortunes du monde. Et ce à quoi nous assistons actuellement, est, exprimé de manière peut-être un peu exagérée, une guerre économique entre les trois grandes places financières restantes, soit Londres, New York et Zurich/Genève. Les deux premières ont cet avantage de bénéficier du soutien de grands pays. Il va de soi qu'on s'en prend au plus grand des concurrents et que pour ce faire, on cherche de bons arguments. Je n'exclus pas qu'il s'est passé le même phénomène avec d'autres banques, y compris des suisses. En fixant son regard sur Singapour, on peut affirmer que cette place jouit d'un secret bancaire autrement plus vigoureux que la Suisse et agit avec nettement moins d'égards; elle refuse toute aide officielle, même lors de fraude fiscale. Mais là, personne ne dit rien, alors que pour la place financière suisse on s'agit aux Etats-Unis du fait de la distinction entre fraude et soustraction fiscales, mais avec quelque arrière pensée: l'objectif est d'affaiblir au maximum la place financière suisse. Et là, nous ne marchons pas. [...]

Le système de retenue à la source sur les revenus de l'épargne est une bonne voie, son contenu est juste. Les pays – nous parlons maintenant de ceux de l'Union européenne – reçoivent des intérêts des dépôts qui rapportent des revenus en Suisse, et c'est la Suisse qui prélève ces intérêts. [...]

Je suis tout prêt à mettre une extension en discussion. Car j'ai conscience qu'il y a des lacunes actuellement – les dividendes ne sont pas compris, pas plus que les person-

nes juridiques – il serait bon de vérifier avec l'UE cet accord de retenue à la source. Mais j'aimerais tout de même mettre l'accent sur le fait que nous vivons toujours dans un Etat de droit et j'en attends de même de la part de l'UE. Nous bénéficions encore d'un accord sur les intérêts qui est valable jusqu'en 2013; il n'est donc pas tolérable de violer un accord en cours. [...]

Le système d'échange d'informations que la Suisse refuse avec raison est actuellement valable dans une partie de l'UE. Ce n'est pas le cas entre la Suisse et les USA. Nous avons actuellement aussi avec ce pays un accord en vigueur, qui se base sur la fiscalité à la source. [...]

Les Etats-Unis exercent une pression pour obtenir une modification; il faut s'y opposer. J'ai vécu quelques temps aux USA et ai appris qu'il ne faut pas céder aux pressions. Nous devons montrer leurs limites aux Américains, ce qui permettra par la suite d'engager des négociations raisonnables. Il n'est pas bon de céder d'entrée, suivant la bonhomie helvétique. Ce n'est d'ailleurs pas ce qu'attendent les Américains. Il faut agir avec calme et raison, garder la tête froide et la main sûre; c'est alors, qu'à mon avis, on trouvera une solution acceptable avec les deux grandes puissances économiques [...]

A mon avis, il ne s'agit pas tellement de livraison d'argent. Les Américains doivent être convaincus que la Suisse respecte leur Etat de droit et que nous ne sommes pas un refuge pour fraudeurs du fisc. Ce ne doit être le rôle ni de notre politique ni de nos banques. Et les informations fournies actuellement semblent être celles concernant des fraudeurs du fisc.»

Source: Radio allemande DRS 1, «Tagesgespräch» du 27/2/09

(Traduction Horizons et débats)

# L'affaire UBS: La grande hypocrisie de Londres et Washington

Les USA disposent d'une entrée électronique pour surveiller les échanges interbancaires en Suisse

par Jean-Claude Paye<sup>1</sup>, sociologue, Belgique

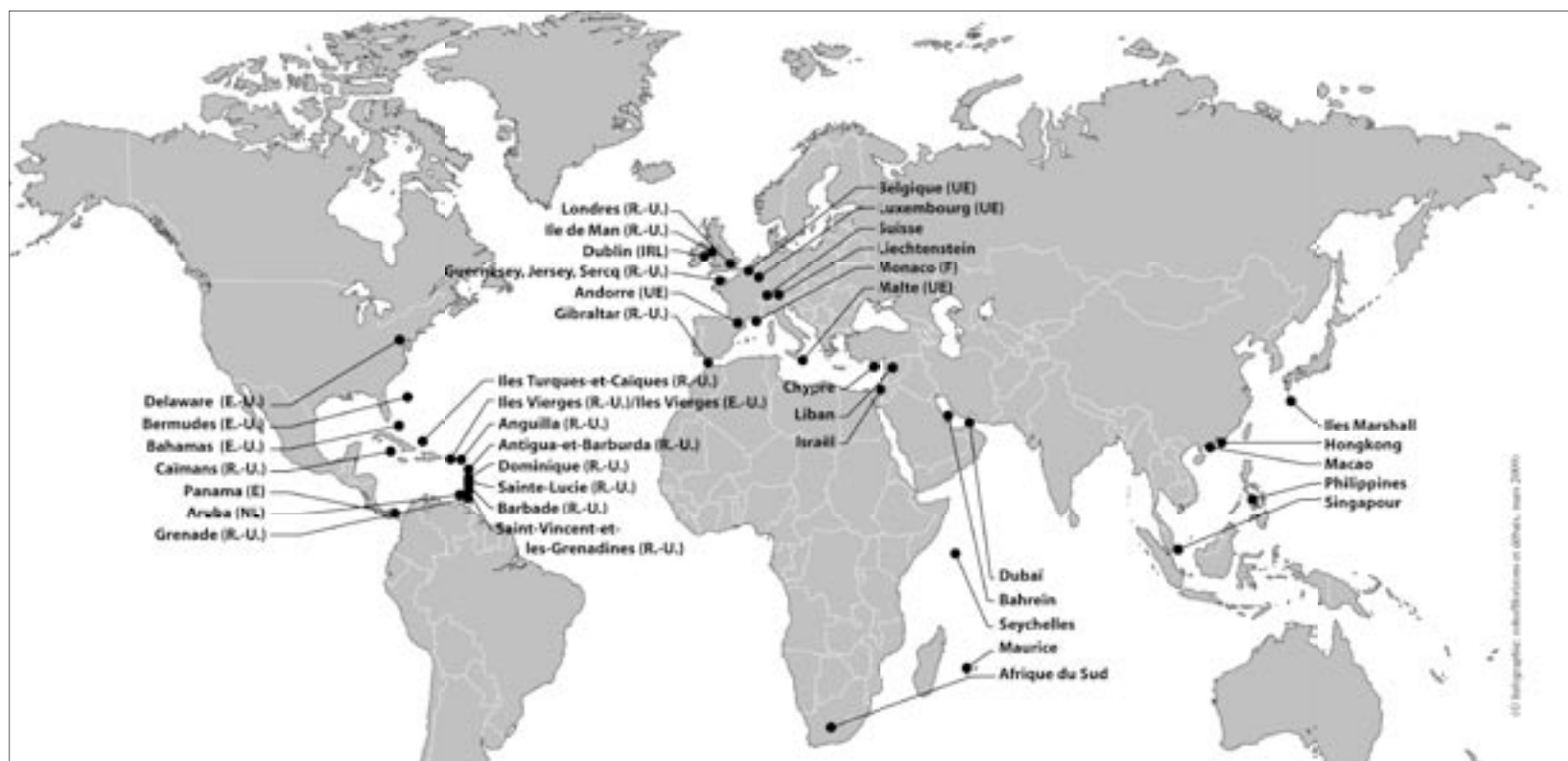
Ce qui importe dans l'affaire UBS, ce n'est pas tant ce qui est dit: une action de l'administration étasunienne contre l'évasion fiscale de ses nationaux, que ce qui n'est pas énoncé, à savoir une opération de réorganisation du système financier international par la puissance dominante.

Le 18 février, la banque suisse UBS a d'abord accepté, au mépris du droit helvétique, de livrer à la justice américaine le nom d'environ 250 clients qu'elle a aidés à échapper au fisc américain. Elle a aussi accepté de verser 780 millions de dollars d'amendes. Cette liste, l'administration américaine aurait pu l'obtenir en respectant la procédure suisse et l'accord précédemment signé entre la Suisse et les USA.

Afin de couvrir cette procédure, la Finma, l'autorité suisse de surveillance des banques, a utilisé un article de loi prévu pour des situations où une banque est menacée de faillite. Il s'agissait de court-circuiter la voie judiciaire normale et de livrer, sans attendre, les noms des clients. Le problème était, soit de livrer les données, soit de risquer une plainte pénale du Département de justice américain en tenant compte que, dans le passé, pratiquement aucune entreprise n'a survécu à une plainte du Département de la justice américaine.

Cependant, malgré cette remise, la justice américaine est revenue à la charge. Elle exige maintenant que UBS livre au fisc l'identité de quelque 52 000 clients américains titulaires de «comptes secrets illégaux». Les comptes incriminés représenteraient un total de 14,8 milliards de dollars. Ces exigences s'appuient sur une plainte, déposée par l'administration US, devant le tribunal civil de Miami.

Le 20 février, le Tribunal administratif fédéral de la Suisse a communiqué sa décision d'interdire la transmission des données bancaires des clients UBS aux autorités fis-



Les paradis fiscaux représentés ici sont issus des 3 listes noires de pays ou territoires émanant de l'OCDE, du Forum de stabilité financière et du GAFI

cales américaines. Cependant, les données des 250 clients d'UBS ont d'ores et déjà été transmises.

L'avocat d'affaires de Washington, George Clarke, pense que «cette liste de clients était sans doute déjà connue par le fisc américain». On peut supposer que les Américains se font remettre une liste de noms qu'ils ont déjà. L'objectif est moins la mise en oeuvre de poursuites fiscales que d'obliger, la banque UBS et les autorités de régulation suisses, à violer leur propre légalité. Il s'agit ainsi d'un véritable acte de souveraineté internationale, dans la mesure où l'Administration américaine a la capacité d'imposer une décision qui viole le cadre légal dans lequel elle s'inscrit.

La réponse positive d'UBS, ainsi que sa légitimation par les autorités de contrôle helvétiques, placent l'administration américaine dans une position qui lui permet de formuler

des nouvelles exigences, posées de nouveau en dehors de toute légalité. La souveraineté américaine se définit ainsi, non seulement, comme capacité à poser l'exception, mais surtout à imposer un état d'exception permanent.

Cette façon de procéder rappelle la manière dont les Etats-Unis ont obtenu, des autorités européennes, le transfert des données PNR\* des passagers aériens, ainsi que les informations financières sur les ressortissants de l'Union. Ils ont d'abord posé un acte de force pure, de capture des informations personnelles, en violation du droit européen. Cette action a été ensuite légitimée par des accords signés avec l'Union.

Le fait que l'administration américaine dispose, à travers le serveur de la société Swift situé sur le sol des Etats-Unis, de l'ensemble des informations relatives aux transactions financières internationales, permet de supposer

qu'ils ont déjà, en grande partie, les coordonnées, réclamées à USB, des 52 000 fraudeurs du fisc américains. Rappelons également que les autorités étasuniennes disposent, grâce à Remotegate,\*\* d'une entrée spéciale leur permettant de surveiller les échanges interbancaires internes à la Suisse.

Le système de cryptage utilisé par la banque ne pourrait pas non plus résister aux investigations de la NSA (National Security Agency), l'agence d'espionnage étasunienne étant particulièrement spécialisée en cette matière. Ce n'est pas, non plus, le langage codé utilisé par les gérants d'UBS, par exemples: «orange» pour euro, «vert» pour dollar, «cygne» signifiant un million et une «noix» 250 000, qui pourrait tromper longtemps un enquêteur.

Suite page 5

## Non aux manœuvres de diversion pour cacher les erreurs américaines

par Yves Hulmann, Zurich

Pour Konrad Hummler, président de l'Association des banquiers privés suisses, les attaques des Etats-Unis et de l'UE envers la place financière helvétique constituent une manœuvre de diversion.

Après la «capitulation de la Suisse» face aux autorités américaines, ils occupent à nouveau le devant de la scène. Eux, ce sont les «puritains» et «moralistes» de la fiscalité, comme les appelle Konrad Hummler. Dans une chronique publiée mardi dans *Handelsblatt*, relayée via un communiqué diffusé par la banque privée saint-galloise Wegelin, son directeur se livre à une attaque en règle à l'encontre de l'attitude des Etats-Unis et de l'Union européenne (UE) dans le dossier du secret bancaire. Il estime que les Etats-Unis et l'UE veulent faire de la Suisse «un bouc émissaire» pour détourner l'attention de leurs propres erreurs.

Pour le président de l'Association des banquiers privés suisses, pas de doute: le combat politique livré à l'encontre du secret bancaire helvétique constitue avant tout une «manœuvre de diversion». Et de mentionner les trusts britanniques basés dans les îles Anglo-Normandes ou dans les Caraïbes. De même, les Etats-Unis devraient d'abord s'intéresser à leurs propres places financières telles que le Delaware ou la Floride. Il s'étonne aussi de l'attitude des autorités américaines, d'ordinaire si agressives, mais qui ont agi de manière très hésitante dans le cas de l'affaire Madoff.

Selon le banquier saint-gallois, la Suisse a d'excellentes raisons de renvoyer la balle à ses détracteurs. La Suisse doit être prête à discuter de tout avec ses partenaires américains et européens, mais vraiment de tout, ironise-t-il. Et de citer tour à tour l'argent de la cocaïne aux Etats-Unis, de Berlusconi ou des modalités de paiement sur le marché noir en Allemagne.

### Les USA inversent le fardeau de la preuve

Quant aux 52 000 noms supplémentaires exigés par le fisc américain, Konrad Hummler reproche aux «Etats-Unis d'inverser le fardeau de la preuve». Pour les Américains, toutes ces personnes sont considérées comme suspectes, critique-t-il lors d'un entretien accordé au «Bund» du 21 février. Une approche «très problématique», selon lui, car il est impossible pour un établissement de connaître avec certitude si chacun de ses clients étrangers paie ou non ses impôts dans son pays d'origine.

Que se passerait-il si UBS transmettait l'ensemble des noms de ses clients au fisc américain? «Le prix de l'évasion fiscale augmentera. L'argent se dirigera vers des structures plus complexes et affluera vers de quelconques îles douteuses», conclut-il. Au final, en cas de suppression du secret bancaire, la place financière helvétique perdrait environ la moitié des avoirs placés par la clientèle étrangère, estime le banquier privé, soit un montant de l'ordre de 1400 milliards de francs.

Source: © «Le Temps» du 26/2/09

## La Suisse pourrait offrir d'aider tout le monde à assécher les paradis fiscaux

Les Etats ont besoin d'argent – de beaucoup d'argent pour combattre l'actuelle crise financière et économique. Et – ils veulent le chercher là où on peut le chercher, chez les riches, chez ces riches qui le cachent au fisc.

Sur ce point la discussion actuelle montre ceci: Le temps de grâce mondial pour les riches est passé et le secret bancaire est mis en question. Ce dernier protège la sphère privée vis-à-vis de l'Etat et contient ainsi un fond libéral, mais encourage évidemment aussi l'évasion fiscale. C'est immoral et avant tout: cela cause beaucoup de dommages, notamment dans les pays pauvres, car ces Etats-là ont, en raison de l'évasion fiscale, encore moins d'argent dans leurs caisses.

Le Conseil fédéral, semble-t-il, a vécu trop longtemps dans l'illusion que cela serait accepté une fois pour toujours. Il était mal préparé et doit maintenant agir sur la défensive en développant une stratégie pour sortir la Suisse de la crise.

La Suisse va devoir bouger, même si de gros désavantages économiques y seront liés. Si elle insiste sur le statut quo elle court le danger de se retrouver sur la liste noire des paradis fiscaux. Elle sera mise au pilori internationalement. C'est pour cette raison, et parce que l'UBS a apporté beaucoup de problèmes à la Suisse, que le mur de défense autour du secret bancaire s'est vite mis à s'effriter aussi. Et cela même dans des milieux de la droite bourgeoise qui se profilaient il y a quelques semaines encore comme des défenseurs véhéments du secret bancaire. Et comme si souvent dans le passé, la Suisse a réagi à la pression de l'extérieur de manière

typiquement suisse: défensive, passive et rétive.

Mais pourquoi ne pas passer à l'offensive? Si le Conseil fédéral décide à présent de bouger au lieu de se faire bouger, de toutes nouvelles perspectives s'ouvriraient. La Suisse pourrait dire sur la scène internationale: nous sommes actifs dans la lutte contre les paradis fiscaux. Nous aidons à y changer quelque chose. Et nous disposons également du savoir-faire nécessaire. Mais, à une condition: ensemble avec la Suisse, les autres pays qui attirent des deniers publics doivent changer leurs lois. Les îles Caïmans par exemple, les îles de la Manche, Singapour ou bien aussi le Liechtenstein. Cela n'aiderait pas seulement les pays pauvres, mais les dommages économiques seraient également moins grands pour la Suisse, car moins d'argent coulerait depuis la Suisse justement vers ces paradis fiscaux. La Suisse pourrait ainsi se libérer de la pression économique et il ne serait pas surprenant qu'avec cette stratégie la Suisse puisse se retrouver aussi à la table des discussions à venir sur la nouvelle architecture financière.

Source: Echo der Zeit, Radio DRS du 27/2/09

\*\*\*

me. Il se pourrait que l'offre de la Suisse d'aider tout le monde à assécher les paradis fiscaux apporte rapide soulagement. L'Angleterre, les USA, la France avec Monaco ont aussi des paradis fiscaux. Ils ne veulent pas les abandonner. Ils veulent seulement vider les trésors des banques suisses. Une telle aide de la Suisse ne leur conviendra donc pas.

## «Il faut garder le secret bancaire mais on peut le faire évoluer et l'adapter»

A propos de l'épreuve de force entre les USA et l'UBS

Barack Obama en personne a donné l'ordre d'attaquer «définitivement la forteresse suisse». Forts de cette bénédiction, les Américains – avec tout le matériel rassemblé – ont fait céder en quelques semaines l'UBS et la Confédération. Les Américains se moquent des accords internationaux (du droit international). Ils profitent de la faiblesse générale des banques, provoquée par la crise financière et boursière mondiale, pour faire un exemple avec la plus grande banque de gestion de fortune du monde. Maintenant la voie est libre pour infliger une raclée aux autres banques insubordonnées, l'une après l'autre.

Les preuves sont si évidentes que l'UBS et Berne se sont empressées de s'écraser. La remise de documents avant d'avoir emprunté toutes les voies judiciaires place la Confédération au rang des républiques bananières béni-oui-oui. Ces derniers jours, on s'est rendu compte brutalement que la Suisse était traitée maintenant comme une pestiférée par la communauté internationale. Elle n'a pu participer ni à la réunion du G8 à Rome ni à celle des ministres des finances à Berlin, bien que – selon la confirmation d'une personne proche du gouvernement – elle l'ait demandé instamment.

Les Américains ont en outre eu le culot d'imposer un ultimatum à la Suisse et à l'UBS, à la minute près, bien entendu, comme dans un mauvais polar. Aussi s'est-on mis à genoux dans le plus grand secret. Deux minutes après la malheureuse décision de la FINMA à Berne, les documents étaient en Amérique. En toute connaissance de cause, car les responsables savaient qu'une plainte allait être déposée à titre préventif. Il s'agit là de l'action la plus honteuse accomplie jusqu'ici par la FINMA à Berne et les avocats spécialistes de la direction de l'UBS. C'est ainsi qu'on a enfreint avec élégance les lois suisses et créé un fait accompli.

3800 fois en une année les conseillers à la clientèle suisses sont allés voir leurs cli-

ents aux Etats-Unis. Imaginez! Cela signifie que chaque jour, samedis et dimanches compris, 10 émissaires suisses se livraient aux USA à des «activités illégales» (le président du conseil d'administration de l'UBS *Kurer* l'a reconnu à la télévision). C'était davantage que quelques subordonnés isolés; ils constituaient une véritable firme dans la firme (les initiés parlent ouvertement d'une «usine»).

Un arrangement a été conclu avec le ministère américain de la justice qui exclut des mesures pénales pendant 18 mois «avec sursis». Mais pendant cette période, l'UBS doit faire plus que vendre simplement son âme. Elle doit abandonner immédiatement toutes ces affaires aux Etats-Unis et signaler les noms des titulaires des comptes. C'est un casse-tête car cela enfreint la législation suisse. Lorsqu'un employé de banque transmet les données d'un client, il est passible d'une sanction, et cela sans exceptions! Nombreux sont ceux qui se demandent comment la Suisse et ses banques vont exécuter ce grand écart. Les observateurs de Berne nous font savoir que «c'est la quadrature du cercle».

Maintenant, les Américains réclament les données de 52000 clients. En résumé: ils exigent les données de la totalité des clients américains de l'UBS en Suisse. Ces comptes ont été constitués pendant des décennies pour être soustraits à la curiosité des autorités américaines. Les méthodes brutales des Américains vont réveiller l'UBS. Le fisc américain va sélectionner quelques clients importants par des voies détournées et porter plainte contre eux aux Etats-Unis. [...]

Le secret bancaire suisse est maintenant au centre de l'attention des marchés financiers. Les gouvernements en ont fait le sujet principal des récentes réunions du G8 et des ministres des Finances. «Cela fait bien de taper sur le secret bancaire». L'attitude du Premier ministre britannique est incompréhensible car c'est son territoire qui abrite

les plus importants paradis fiscaux européens. Il s'agit des îles anglo-normandes. De plus, il y a les îles Caïman dans les Caraïbes. N'est-il pas conscient de la contradiction?

La Suisse est exclue du prochain Sommet du G20 au motif que sa place financière est trop peu importante et trop mal régulée. Mais il est évident pour les spécialistes qu'on ne veut pas que la Suisse soit présente en avril lorsqu'on esquissera une nouvelle architecture financière mondiale et que l'on redistribuera probablement les cartes dans la finance internationale. La situation est grave pour la Suisse. Le monde politique s'attend à ce que notre gouvernement exige avec force d'avoir voix au chapitre.

Selon des enquêtes récentes, la Suisse gère environ 30% des avoirs privés mondiaux déposés à l'étranger. Aussi occupe-t-elle le premier rang mondial en matière de gestion de fortune privée. En ces temps de crise, cela suscite l'envie de tous les autres acteurs. Environ 1000 milliards de francs, c'est-à-dire la moitié de la fortune détenue en Suisse par des clients étrangers (fortune *offshore*) provient de déposants privés. Cela souligne l'importance de la Suisse et de son secret bancaire. Les gens ne viennent pas ici pour nos montagnes.

Il est incontestable que la Suisse ne peut pas abandonner le secret bancaire car il est au centre de toutes les affaires financières. Il n'a pas grand-chose à voir avec l'évasion ou la fraude fiscale (la part est minime). C'est une question de discrétion. Seule la Suisse l'offre jusqu'ici sous cette forme classique éprouvée au cours de nombreuses décennies d'activités internationales. Chose étonnante, la Confédération avait déjà, dans les années 1970, sous les pressions insistantes de l'étranger, apporté quelques correctifs au secret bancaire. C'est pourquoi on s'en tiendra au principe suivant: «Il ne faut pas supprimer le secret bancaire mais on peut le faire évoluer et l'adapter.»

Les spécialistes considèrent que la plus grande marge de manœuvre se situe dans l'imposition des revenus de l'épargne. Les étrangers n'ont alors plus grand intérêt à recourir au secret bancaire pour frauder le fisc. [...]

Depuis 2005 déjà, conformément à un accord avec l'UE, une partie des intérêts produits par les fortunes des citoyens de l'UE placées en Suisse est retenue. Au début, le taux était de 15%; depuis l'été dernier, il est de 20% et à partir de juillet 2011, il sera même de 35%. Les deux tiers de la somme retournent au pays de résidence du client de la banque et le tiers restant va avant tout à la Confédération. En 2007, la Suisse a versé à l'UE la coquette somme de 490 millions de francs mais l'Europe voudrait beaucoup plus.

Source: *Vertraulicher Schweizer Brief* n° 1206 du 26/2/09

### Conseiller fédéral Merz: il faut retrouver un esprit combatif ou libérer la place

me. Ces derniers temps, le Conseiller fédéral Merz regarde souvent amèrement les caméras et son silence est insupportable. Qu'il ait raison ou non, il recouvre le pays d'un voile dépressif qui est contagieux. Le mutisme entrave l'esprit de résistance.

S'il ne trouve plus de solution aux problèmes ou s'il a encore besoin de repos, il devra échanger des fonctions ou des tâches avec le Conseiller fédéral *Couche-pin*. Le Valaisan plein de forces pourrait alors montrer les dents à Bruxelles ou aux Etats-Unis. Il faut maintenant la personnalité d'un père du pays entraînant qui marche de l'avant. Celui qui n'en est pas capable, devra céder passagèrement la place dans la vitrine aux autres.

### Schnitzelbagg zum «Schweige-Merz»

«Dr Merz het no fünf Bypass wider d  
Amtsgschäft übernoh,

doch s dunggt is, er wurd immer no  
nit viel Gscheits uuselooh,

drum schigged doch dä Merz nomol is  
Spittel ohni zmurre,

däm fählt ai Bypass naimeuure, zwi-  
sche Hirni und dr Schnurre»

«d Striggede»

Schnitzelbagg:  
petit poème satirique écrit  
à l'occasion du carnaval de Bâle 2009.

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen

Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: [hd@zeit-fragen.ch](mailto:hd@zeit-fragen.ch)  
Internet: [www.horizons-et-debats.ch](http://www.horizons-et-debats.ch)

CCP 87-748485-6

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen

Abonnement annuel 198.– frs/ 108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2009 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations.  
Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits impor-  
tants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction  
d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Hori-  
zons et débats, Zurich».

## L'expérience de Globi à l'intention du Conseil fédéral

Wenn Globi den Schnabel fletscht

Huskies, die an einem Haufen,  
zwickt es häufig, sich zu raufen –  
erst recht, wenn sie angeschirrt.  
Globi wird dadurch verwirrt.

Zähnefletschen, Schnappen, Knurren:  
Da hilft weder Leinen zurren  
noch ein scharf gesprochenes «Sitz!»;  
Hund versteht dies nur als Witz.

«Nimmt die Peitsche, lass sie knallen,  
so wird es dir leichter fallen,  
dass sie dich als Alpha-Tier\*  
anerkennen jetzt und hier.»

Unvertraut mit Peitschenschnüren,  
ist es schwierig, sie zu führen;  
heftig schlägt der arme Tropf  
sich die Schmitze\*\* an den Kopf.

Ungehemmt stürzt er im Zorne  
zu den Raufenden,ef nach vorne,  
fletscht den Schnabel wutentbrannt  
und ... wird endlich anerkannt.

Alpha-Globi hält die Zügel,  
das Gespann saust zu dem Hügel.  
«Musher!»\*\*\* ruft ihm Appak zu.  
Globi jauchzt zurück: «Juhu».

\* das ranghöchste Tier eines Rudels, Anführer, Leitfähr  
\*\* auch: Cracker: Faden an der Spitze der Peitschenschnur  
\*\*\* Hundeschlittenführer, ausgesprochen: mascher

Globi ne réussit pas à maîtriser les huskies, même en les fouettant. Ils ne lui obéissent que lorsqu'il parle leur langue.

Les ressemblances entre les huskies et le Conseil fédéral ne sont pas fortuites  
(Tiré de: *Globi und der Polarforscher*, Globiverlag Zürich 2008, ISBN 978-3-85703-357-5)

## Micheline Calmy-Rey: «Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures.»

par Benjamin Adler, Bruxelles

A Bruxelles, le choix des mots est une religion, la sémantique un art. *Micheline Calmy-Rey* connaît la musique et elle maîtrise sa partition. En visite hier dans un contexte crispé par l'affaire UBS, la conseillère fédérale, tout sourire et détente, a voulu calmer le jeu. «L'entente avec l'Union européenne est excellente. Malgré le différend fiscal, qui ne doit pas porter atteinte à la Suisse», s'est félicitée la cheffe du Département des Affaires étrangères, qui s'est entretenue avec *Benita Ferrero-Waldner*, la commissaire aux Relations extérieures.

Non, le torchon ne brûle pas entre la Confédération et l'UE, quand bien même celle-ci espère fort que l'accord entre UBS et les Etats-Unis fera jurisprudence pour l'échange de données bancaires. Mieux: l'épineux sujet n'a même pas été le sujet principal entre les deux femmes. Il n'a pas pour autant été évité. «Il ne peut y avoir deux poids, deux mesures. Nous, Européens, devons être traités de la même manière que les Etats-Unis, le message a été clair», assure un fonctionnaire de la Commission spécialiste du dossier suisse.

«L'entraide judiciaire s'applique aussi aux pays de l'UE pour ce que la loi suisse considère comme une fraude»



Déconcertée, la commissaire aux Relations extérieures de l'UE se tourne vers son homologue suisse qui s'est exprimée de manière très pertinente. (photo keystone)

### «Le secret bancaire ne protège pas la fraude»

Un membre de la Direction générale aux relations extérieures poursuit: «Le G20 de Londres (le 2 avril) sera en partie consacré à la lutte contre les paradis fiscaux mais l'UE n'a pas encore décidé de la position à adopter vis-à-vis de la Suisse, soit de demander éven-

tuellement encore plus que les Etats-Unis. C'est trop tôt et ce n'est pas non plus un dossier brûlant.» «La décision de la *Finma* [ndlr: l'Autorité suisse de surveillance des marchés financiers] n'est pas une brèche dans le secret bancaire, car celui-ci ne protège pas la fraude», rappelle Micheline Calmy-Rey. La Commission s'est d'ailleurs félicité officiellement que la Suisse ne protège pas la fraude.

«L'entraide judiciaire s'applique aussi aux pays de l'UE pour ce que la loi suisse considère comme une fraude», précise un fonctionnaire suisse.

### Le dialogue continue

Au-delà du secret bancaire, la fiscalité des cantons continue de diviser Berne et Bruxelles. «Nous avons fait des propositions qui devraient répondre à certaines attentes de l'Union. Le dialogue continue», lance Micheline Calmy-Rey. Benita Ferrero-Waldner réplique: «Nous avons pris note de ces propositions. Mais ce n'est pas suffisant.»

Entre Suisses et Européens, les sujets qui fâchent n'ont pas pour autant gâché le plat de résistance d'hier: l'entame de pourparlers informels pour l'étude d'un accord-cadre. Micheline Calmy-Rey préfère parler d'un «accord de procédure». Des experts des deux camps vont tâter le terrain dans l'optique d'un possible mandat de négociations, cette fois formel. «L'objectif est de simplifier, cordonner et permettre une vue d'ensemble», commente la cheffe de la diplomatie suisse, qui fait de la mise en œuvre et de la consolidation des accords bilatéraux la première priorité. «Il n'est pas question d'obliger la Suisse à reprendre l'acquis communautaire de façon automatique», argue Mme Calmy-Rey, «ravie» que l'Union européenne respecte tout autant la souveraineté de Berne.

Source: © Tribune de Genève du 27/2/09

«L'affaire UBS ...»  
suite de la page 5

Dans leurs dernières exigences, l'essentiel, pour les autorités américaines, est aussi de se faire remettre les informations en violation des procédures juridiques suisses. Il s'agit de faire abandonner, à cet Etat, ses prérogatives régaliennes, afin de les transférer à l'Administration étasunienne. C'est d'ailleurs en terme de souveraineté que le Conseil fédéral de la Suisse a réagi le dimanche 22 février, en protestant contre les menaces américaines de mesures unilatérales et en annulant sa participation à une audition au Sénat américain, au sujet des questions fiscales et de l'affaire UBS.

Cette nouvelle souveraineté américaine s'inscrit dans une réorganisation du système financier international qui, à travers la lutte contre la fraude fiscale, distingue les «paradis fiscaux», dont la Suisse ferait partie, des centres «offshore», comme, par exemple, les places financières des Caraïbes. Entièrement contrôlées par les autorités étasuniennes, ces dernières pourraient conserver toutes leurs activités, au détriment de leurs concurrents négativement labellisés.

Les Etats-Unis et leur satellite des Caraïbes contrôlent un marché de l'«argent gris» presque égal à celui de la Suisse, puisqu'ils viennent en deuxième position, après la place bancaire helvétique, en matière de gestion des «fortunes transfrontalières». Suite à l'offensive étasunienne, la Suisse, qui détient encore le tiers du marché de l'épargne mondiale gérée hors du pays de résidence, pourrait rapidement abandonner le terrain à son principal concurrent.

\* «Les données des dossiers passagers (ou PNR, pour l'anglais *Passenger Name Record*) sont des données personnelles concernant tous les détails d'un voyage pour des passagers voyageant ensemble. Leur échange entre Etats, ainsi que leur utilisation, posent [...] un certain nombre de problèmes quant au respect de la vie privée. L'échange de ces données avec les Etats-Unis pose en particulier un certain nombre de problèmes, ces données étant bien moins protégées par la législation américaine que dans les Etats de l'Union européenne.» (Source: [www.wikipedia.org](http://www.wikipedia.org))

\*\* «remoteGATE permet aux établissements financiers de se raccorder au trafic des paiements suisse et à celui de la zone euro sans interface supplémentaire, en ligne, 24 heures sur 24, sur le plan mondial.» (Source: [www.telekurs.com/fr/tkicch\\_financialinstitutions\\_remotegate.htm](http://www.telekurs.com/fr/tkicch_financialinstitutions_remotegate.htm))

## Ex-ambassadrice américaine: «La Suisse est un pays stable et conscient de ses responsabilités»

par Faith Whittlesey, ambassadrice américaine en Suisse (1981-1983 et 1985-1988),  
présidente honoraire de l'American Swiss Foundation

Le gouvernement *Obama* sera confronté (le 2 mars) avec ce que beaucoup de gens considèrent comme un premier test pour le nouveau «partenariat» qu'il cherche à promouvoir dans sa politique étrangère. Si *Eveline Widmer-Schlumpf*, la conseillère fédérale suisse pour le Département de la police et de la justice, rencontre le ministre américain de la Justice, *Eric Holder*, ils parleront aussi de la demande des USA d'obtenir le nom des titulaires de comptes américains auprès de la banque suisse UBS. D'après un communiqué de presse de son département, cette problématique figure en dernier lieu sur la liste des thèmes à traiter.

Ce sujet – un petit accord final au sujet des banques en détresse aux Etats-Unis – fait depuis des jours la une des journaux et de la télévision suisses et cela semble loin d'être fini. La direction de l'UBS et de la *Finma*, l'autorité fédérale de surveillance des banques et des assurances, qui a autorisé la livraison de quelques données au ministère de la Justice américain, ont été mis au pilori – dans l'ensemble du paysage politique de la Suisse – parce qu'ils mettent en danger le secret bancaire et la souveraineté bancaire.

La colère la plus forte s'est dirigée pourtant contre le gouvernement américain, qui – de par le ministère de la Justice et de l'IRS (l'autorité fiscale américaine) – a piétiné deux accords bilatéraux qu'il avait signés à l'époque. Cela veut dire que les USA ont ignoré des accords formellement négociés avec un ami de long date, avec une Confédération constitutionnelle, où sont ancrés les principes de droit, et une nation qui était prête à collaborer – en accord avec leur rôle de haute partie contractante et d'Etat dépositaire des Conventions des droits de l'homme – avec les autorités américaines pour ramener les prisonniers de Guantánamo dans leur pays d'origine.

Cela a été un réveil dur pour les Suisses qui, comme beaucoup d'Européens, nageaient encore sur la vague de l'excitation après la victoire de Barack Obama en espérant que les nouvelles paroles du gouvernement sur la coopération multilatérale seraient davantage que des lieux communs de la lutte électorale.

La première expérience de la Confédération suisse avec le nouveau gouvernement

est celle d'une superpuissance qui exerce la violence brute d'un Goliath, ignore ses propres projets diplomatiques et tire en même temps avantage de la taille de la Suisse et du malentendu stéréotype autour du secret bancaire. Les autorités américaines apparaissent dans ce cas à nouveau arrogantes et tyranniques. Apparemment, c'était l'espoir de l'UBS et de la *Finma* que le règlement d'une plainte pour aide à la fraude fiscale apaiserait les autorités américaines. L'UBS a consenti à un accord à l'amiable comprenant le montant de 780 millions de dollars (615 millions d'euros, 546 millions de livres sterling) et la livraison d'informations sur environ 250 clients, soupçonnés de fraude fiscale.

L'UBS et les autorités suisses ont été décontenancés quand l'IRS a déposé quelques jours plus tard une action civile exigeant des informations sur 52000 clients de l'UBS. Un tribunal suisse de surveillance des finances (Tribunal administratif fédéral) a assigné l'UBS à ne pas répondre à cette demande. Ainsi, la banque est dans la situation précaire que ses fonctionnaires devraient enfreindre le droit bancaire suisse pour répondre à la demande américaine.

La Suisse est une république stable et consciente de ses responsabilités, et un partenaire fiable dans la lutte contre le trafic de drogue, le terrorisme et d'autres menaces. Même si le nombre d'habitants en Suisse n'est pas très élevé, la Suisse joue un rôle important dans le monde des finances. En outre, ses investissements aux Etats-Unis donnent du travail à environ 500000 Américains. Comme résultat de cette action, la confiance suisse dans les Etats-Unis pourrait disparaître et les nouveaux jobs pourraient être déplacés dans d'autres pays, peut-être en Europe de l'Est ou en Asie.

C'est un trait caractéristique typique (et constant) des Suisses de remplir ses contrats. La Suisse a conclu avec les USA une convention d'entraide judiciaire qui rend possible de donner des informations sur des comptes bancaires s'il y a un soupçon justifié d'activités criminelles ou de fraude fiscale. Les fonctionnaires suisses sont très habiles en répondant à des demandes qui concernent la lettre et l'esprit de cette convention. Les expéditions visant à puiser dans les richesses de la



(photo mad)

Suisse et qui semblent être motivées par les nécessités de la crise financière et misent sur le cliché très répandu d'une Suisse receveuse d'argent sale, agace l'opinion publique suisse.

Un des plus grands partis suisses se prépare pour des mesures de représailles, par exemple de ne plus continuer à représenter les intérêts américains dans des pays comme Cuba et l'Iran où les USA n'ont pas d'ambassades. Environ un million de postes de travail en Suisse dépendent du secteur des finances. Une politique raide et unilatérale des USA pourrait causer d'autres privations pour les Suisses, et cela pendant une crise mondiale qui est plus ou moins considérée comme échec des USA. Cela pourrait mener à un antiaméricanisme encore plus virulent.

Nous devons espérer que le gouvernement *Obama* se sera décidé – avant la rencontre du ministre de la Justice américain avec son homologue suisse – à traiter son ami fiable avec la même sollicitude et prudence que celle dont il fait preuve également envers des régimes qui n'avaient jusqu'ici pas été aussi aimables et sûrs.

Source: *Financial Times US-Edition* du 2/3/09  
(Traduction *Horizons et débats*)

## «Nous n'avons aucune raison de sacrifier notre système»

Fulvio Pelli et les exigences des pays à lourde fiscalité

*Fulvio Pelli:* Il ne faut pas dire «nous». Je n'ai rien fait, moi, et vous non plus. Une banque, une banque précise a gravement enfreint les lois suisses et américaines et s'est mise dans la situation qui a entraîné les problèmes. Il y a dans le pays des centaines d'autres banques qui n'ont pas agi ainsi. [...]

Cette distinction a été établie pour les Suisses résidant en Suisse, comme le secret bancaire. Cela n'est pas un problème pour l'UE. Lorsque les autorités européennes demandent l'entraide judiciaire ou administrative, elles ne font pas la différence entre fraude et soustraction. Et mon expérience d'avocat me dit qu'elles obtiennent presque toujours gain de cause. Dans 99% des cas, elles obtiennent les informations demandées. Ce que veut l'UE, ce n'est pas l'amélioration de cette procédure; ce qu'elle veut, sous la pression de l'Allemagne, de la France, de tous ces pays à lourde fiscalité, c'est le système d'information direct.

Le vrai problème est de savoir comment résoudre notre problème d'information des banques à l'étranger et nous devons le résoudre en nous fondant sur nos principes. Notre principe dit qu'il existe en Suisse une sphère privée qui concerne également notre situation financière et nous n'avons aucune raison de sacrifier ce système pour résoudre les problèmes d'un ministre allemand des finances.

*Dieter Kohler, Radio DRS: Si la distinction fraude/soustraction est sans importance dans les autres pays, nous pourrions la supprimer pour eux et dire aux Allemands qu'elle n'est plus valable pour eux.*

*Fulvio Pelli:* C'est problématique car en Suisse, nous sommes tous égaux devant la loi. Si nous le faisons pour les étrangers établis en Suisse, nous devons aussi le faire pour les Suisses. Cela signifie alors que les autorités fiscales du canton du Tessin ou du can-

ton de Zurich peuvent facilement exiger des informations de toutes les banques. Je doute que les Suisses le souhaitent.

Cette distinction [entre fraude et soustraction] concerne la procédure et non le droit. [...] On répand de fausses informations. En Suisse, il est interdit de ne pas payer ses impôts, de se soustraire au fisc, de le frauder. Tout cela est interdit et ceux qui le font sont passibles d'amendes élevées.

La distinction n'a d'importance que dans le cadre d'une procédure. Quand on entame une procédure contre une personne, les autorités fiscales ont certains droits pour exiger les documents bancaires lorsque l'infraction à la législation fiscale est grave et d'autres droits lorsqu'elle est légère. C'est là qu'est la distinction.

Source: Fulvio Pelli, président du PRD, dans l'émission «Samstagsrundschau» de la radio alémanique (DRS) du 28/2/09

## Rendre l'armée mobile le plus vite possible

La guerre économique peut dégénérer

*me.* Il ne faut pas sous-estimer les scénarios d'un durcissement général de la guerre économique. Si d'autres banques font faillite, le chômage de masse s'annonce et des Etats font faillite, la fuite dans la guerre n'est pas du domaine de l'impensable, comme l'histoire nous l'apprend.

Hitler a eu besoin de six ans jusqu'à ce qu'il soit prêt pour la guerre, aujourd'hui ça va plus vite. Des attaques militaires contre la Suisse provenant de France ou d'Allemagne ou des attaques aériennes doivent être étudiées. Le Conseiller fédéral *Maurer* doit faire son possible pour rendre mobilisables les restes de l'armée que son prédécesseur lui a transmis. Il faut au moins qu'il y ait quelques haches de guerre à disposition si nécessaire! En conclusion:

La politique de sécurité ne doit plus être au deuxième rang. La politique de sécurité qui s'oriente sur la défense de la Suisse doit devenir la tâche primordiale des meilleures personnalités.



(photo Reuters)

### La voix de l'industrie

«Celui qui rend la fraude possible, qui la tolère ou en a eu connaissance, doit en assumer la responsabilité, il faut le remplacer, voire le punir.»

*Johann Schneider Ammann, chef d'entreprise, conseiller national, président de l'Association de l'industrie des machines SWISSMEM*  
Radio alémanique DRS I, 28/2/09, 8 h

### La voix d'UBS

«UBS doit veiller à ne transgresser aucune loi dans d'autres pays. Pour moi, cela va de soi, mais il doit aller de soi, pour chacun de nos employés, que cela nous est interdit.»

*Oswald Grübel, nouveau CEO d'UBS (Ex-CEO du Crédit Suisse)*  
Radio alémanique DRS I, 28/2/09, 8 h 10



(photo mad)

### Extrait

## «Mon banquier m'a dit ...»

### Qui veut détruire la banque Suisse?

*hd.* Le passionnant et très instructif ouvrage récemment paru et intitulé «Mon banquier m'a dit... Qui veut détruire la Banque suisse?» est né des entretiens que David Laufer a eus avec d'éminents spécialistes du monde de la banque et de l'économie (cf. encadré p. 7). Cet ouvrage examine les perspectives de la place financière suisse dans le contexte de la crise financière mondiale. Il devrait être rapidement traduit en allemand.

Nous publions ci-dessous un extrait du premier chapitre qui consiste en 6 questions posées par David Laufer et en 6 réponses du professeur d'économie Luis Suarez-Villa. Les deux questions et réponses reproduites ici figurent aux pages 32 à 39.

*David Laufer:* Les années dorées qui viennent de prendre abruptement fin auront aussi donné naissance à ce que certains qualifient de «capitalisme de casino», avec sa cohorte de parachutes dorés et autres scandales. Désormais la crise de subprime a frappé presque tout le monde. Cette crise est en train de redéfinir les contours du secteur bancaire dans son entier. En raison de leur activité, les banquiers privés suisses, à l'exception notable de l'UBS et du Crédit Suisse, sont fiers d'annoncer qu'ils ne souffrent en rien de cette crise parce qu'ils n'ont jamais investi un centime dans les subprime, cela au nom d'une certaine fidélité à des valeurs typiquement suisses de prudence et de souci du long terme. Etes-vous d'accord avec cette image?

*Luis Suarez-Villa:* La crise financière globale, la perte de richesses et d'emplois, l'inflation galopante et la pauvreté grandis-

sante dans le monde entier qui sont les résultats de la crise financière actuelle, vont probablement provoquer plus d'une réaction de colère. Est-il surprenant que des conférences de fonds de private equity soient interrompues par des protestataires en colère<sup>13</sup>? Est-il surprenant que des milliers de travailleurs, au Caire, à Dhakka, ou à Port-au-Prince se révoltent violemment, désespérés par l'explosion des prix des nourritures de base et de l'essence? Est-il surprenant que les investisseurs des banques et les employés bancaires soient en colère lorsqu'ils voient les «parachutes dorés» que reçoivent les dirigeants des banques qui sont responsables des pertes énormes encourues en raison de très graves erreurs de jugement? Nous venons à peine de commencer à voir ce qui sera peut-être un long processus d'ajustement du système financier, ce qui risque de ponctionner très lourdement les ressources financières mondiales.

Cette vague de dérégulation de 25 années qui a débuté dans les années quatre-vingt aux Etats-Unis avec le gouvernement *Reagan*, et qui s'est étendue au reste du monde, est peut-être en train de toucher à sa fin. Il devient de plus en plus clair que le système financier ne peut pas continuer comme il l'a fait jusqu'ici, avec les banques laissées seules juges de décider de la conception d'outils financiers extrêmement complexes qu'elles ne comprennent pas elles-mêmes, mais qu'elles ont néanmoins promis et vendus dans le monde entier à des investisseurs. Puisque la Suisse n'a pas participé très activement à la dérégulation financière, certains dégâts et ajustements à venir lui seront épargnés, mais pratiquement aucune nation n'est à l'abri dans le monde hautement interconnecté dans lequel nous vivons.

L'image des mégabanques suisses est passablement ternie en ce moment, pas seulement à cause des pertes qu'elles ont encourues, mais aussi à cause des parachutes dorés que les dirigeants sur le départ ont perçus<sup>14</sup>, et malmené également à cause de la violation de la sphère privée de leurs clients, comme dans le cas de l'UBS. Les mégabanques suisses sont sans doute les plus touchées, mais les autres banques suisses vont probablement être également affectées à mesure que la crise progresse. Le système bancaire actuel est hautement interconnecté et une crise de cette ampleur n'épargnera aucune banque, même si aucun investissement dans des hypothèques subprime ou aucune implication dans des dettes titrisées ou tout autre outil n'ont été contractés.

Par exemple, dans le marché monétaire, les banques se prêtent de l'argent les unes aux autres fréquemment et le manque de confiance dans leurs comptabilités mutuelles les empêche fortement désormais de le faire. Les rapports de comptabilité de plusieurs banques, en particulier ceux des mégabanques américaines, semblent largement fantaisistes<sup>15</sup>. La plupart des dérivés de dettes et autres outils d'investissements dans leurs livres ne peuvent pas être évalués, puisque leur marché a lui-même disparu il y a plusieurs mois. Alors que font les banques pour mettre une valeur sur ces outils? Elles les ont valorisés en concoctant des schémas mark-to-model<sup>16</sup> ou modèle de valorisation ad hoc pour créer une valeur pour ces instruments non liquides. Une valeur est par conséquent créée artificiellement par un modèle mathématique qui fonctionne selon les critères que la banque a elle-même programmés dans le modèle. C'est ainsi que les

banques concoctent elles-mêmes une valeur pour des éléments qu'elles possèdent dans leurs livres de compte, de leur propre chef, et il n'existe aucune supervision régulatrice de ces pratiques. De plus, chaque schéma mark-to-model est différent d'une banque à l'autre, ainsi il n'existe pas de standard, et aucune constante à travers tout le système bancaire dans les valeurs qui sont concoctées. Cela est entièrement artificiel et auto-suggéré, et pourtant il semble qu'il soit impossible d'empêcher ce processus à l'heure qu'il est.

Les banques centrales, telles que la Réserve fédérale, ne veulent pas s'impliquer en créant des standards pour mettre une valeur sur ces instruments non liquides, ou même réguler les schémas mark-to-model. Pourquoi? Parce que la Réserve fédérale elle-même, avec son armée gigantesque d'analystes talentueux, ne comprend pas ces outils. Ceux-ci sont à ce point complexes et nouveaux qu'il est pratiquement impossible de les comprendre complètement à ce jour. Comment la Réserve fédérale pourrait-elle réguler ce qu'elle ne comprend pas? De même, la Réserve fédérale craint de provoquer une panique qui ferait s'effondrer le système financier américain, et même éventuellement celui du monde entier si elle intervenait dans les banques, ou si elle donnait seulement l'impression que les rapports de comptabilité des banques comportent des problèmes. Pouvez-vous imaginer ce qui se passerait si un dirigeant de la Réserve fédérale américaine, d'une certaine façon, sans en avoir l'intention ou tacitement, donnait l'impression que les comp-

# Un pamphlet contre la Suisse publié par Bertelsmann

Un travail sur commande de l'«Etat voyou d'Allemagne»

ev. Le 30 janvier, aux éditions allemandes Bertelsmann, a paru le livre «Schurkenstaat Schweiz? Wie sich der grösste Bankenstaat der Welt korrumpiert und andere Länder destabilisiert» (La Suisse – un Etat voyou? Comment le plus grand Etat bancaire du monde s'est corrompu et déstabilisé d'autres pays) de deux journalistes suisses Viktor Parma et Werner Vontobel – une attaque frontale contre la Suisse, écrit et construit en crachant fiel et venin.

## Planning de la campagne

La chronologie des faits laisse supposer quelque peu les intentions des commanditaires de cette élaboration. Apparemment le livre a été écrit dans la hâte, entre le sommet à Washington, auquel George W. Bush

avait invité le 15 novembre 2008 les représentants des 20 plus grands pays industrialisés et des nouveaux pays industrialisés et la rencontre au sommet, organisée par Angela Merkel le 22 février 2009 à Berlin, tous deux devant préparer le «sommet de la finance mondiale» qui réunira les pays membres du G-20 à Londres en avril 2009. Conformément à ce scénario, on en a parlé dans les médias juste avant et après le 22 février.

Les inexactitudes contenues dans ce livre et les indications de sources souvent inexistantes, également déplorées par la critique du Deutschlandfunk, ne sont probablement pas uniquement dues au manque de temps, mais donnent l'impression d'agir avec méthode. Ainsi des faits connus sont mélangés avec des affirmations non prouvées, et

avec quelques détails (peu prouvés), l'on suggère la connaissance de différentes personnes. Par le choix des mots et le genre de présentation, les acteurs suisses sont décrits comme des êtres sournois et soucieux de leur seul avantage; les pressions de l'étranger par contre sont mentionnées en termes suggérant beaucoup de bienveillance et de compréhension.

## La Suisse responsable de la météo

Ainsi ni connaissances réelles du système fiscal suisse, ni contexte historique, ni véritable analyse de la crise financière et économique actuelle ne sont présentés au lecteur. Le livre laisse avant tout une impression certaine: depuis la Révolution française, en passant par le déclin de la République de Weimar, la Seconde guerre mondiale, la faim dans le monde et la crise mondiale actuelle, il y aurait avant tout un bouc émissaire: le système fiscal suisse et le secret bancaire, c'est-à-dire les banques suisses. Personne ne met en doute qu'on peut et doit examiner les pratiques de certaines banques suisses sous toutes les coutures. Mais ce bric-à-brac d'absurdités historiques sert à quelque chose d'autre. On se demande: Cui bono?

Une telle faveur accordée aux partisans d'un système fiscal central de l'UE favorisant le citoyen transparent, aux comptes et aux paiements duquel le fisc aura toujours accès, ne peut guère être comprise comme contribution honnête à un ordre plus juste et plus démocratique. Au lieu d'examiner le véritable arrière-plan de la crise financière, on détourne l'attention des vrais acteurs et des causes, et l'on crée une atmosphère qui prépare le terrain à des mesures centralistes.

## Comme dans les années nonante

Déjà lors de la campagne menée contre la Suisse dans les années nonante, on a fait écrire en temps donné certains livres et rapports

pour les publier préalablement à certaines décisions afin de les influencer. Un livre qui paraît juste avant le sommet de l'UE, avant l'expiration de l'ultimatum des Etats-Unis à l'UBS et avant les décisions à prendre en avril, un livre qui ne pratique que le bourrage de crâne, cela sent l'action de «spin-doctors», les conseillers en communication des Relations publiques. En outre, la notion de l'«Etat voyou» a été créée, comme chacun sait, par la puissance mondiale qui s'en est servi comme prétexte pour rompre et fouler aux pieds tout droit, tout droit international.

En outre, la notion de l'«Etat voyou» a été créée, comme chacun sait, par la puissance mondiale qui s'en est servi comme prétexte pour rompre et fouler aux pieds tout droit, tout droit international. •

## Les péchés des Etats-Unis

ev. Au lieu de diminuer le budget de défense gigantesque des USA et d'utiliser les moyens ainsi libérés pour le système de santé, l'infrastructure et la formation, Obama a augmenté le «base budget», le budget de base du Pentagone pour 2010 de plus de 4%. Tout cela pour financer d'autres guerres contraires au droit international pour la soumission et l'exploitation du monde?

700 000 Irakiens ont été tués, 1,5 million déjà avant la guerre par les sanctions, en Afghanistan (et aussi au Pakistan) la population civile est bombardée tous les jours, les écoles de torture sont toujours à l'œuvre, le service secret planifie ses assassinats commandés tout autour de la planète, et après 500 ans les USA n'ont même pas réussi à trouver un accord avec les indigènes de leur continent. •

## Basler Fasnacht zu Ospel

«Bi Ospels isch in hoochem Booge,  
dr Storgg grad dopplet ine gflooge\*  
Dr Marcel schreit: «Das isch dr Hit»  
Verwundere duet uns das jo nit.  
Dä hett scho vorhär nodisnoo,  
fir aimool schaffe zweimool gnoo.»

Banggomat

\* Dem Ehepaar Ospel-Bodmer  
wurden Zwillinge geschenkt

Schnitzelbangg: petit poème satirique écrit à l'occasion du carnaval de Bâle 2009.

## «Mon banquier m'a dit...»

suite de la page 6

tabilités d'un grand nombre de banques ne valent pas le papier sur lequel elles sont imprimées?

Pendant ce temps, les banques croisent les doigts et croient que la chance sera avec elles, de sorte que le problème de tous ces instruments complexes et non liquides va simplement s'évanouir. Pour éviter la panique les mégabanques font graduellement appel à l'amortissement ou à la réduction de la valeur de leurs instruments non liquides, une portion de celle-ci à chaque trimestre, d'ordinaire par paquets de milliards de dollars. Les outils qu'elles conservent sur leurs livres de comptes sont ensuite valorisés

artificiellement par des méthodes mark-to-model, jusqu'à ce qu'ils soient amortis ou réduits. Les dirigeants de banque espèrent qu'un miracle va se produire et que la demande pour ces outils va bientôt reprendre. Cependant, la crise financière actuelle semble s'approfondir plutôt que s'en aller ou s'évanouir comme l'espèrent les banques. Désormais les banqueroutes individuelles et commerciales allant croissant, les pertes d'emplois, l'effondrement des prix de l'immobilier, la consommation déclinante, les défauts de paiement de dettes et l'inflation galopante semblent aggraver le problème.

Le secret bancaire est une pierre angulaire de la puissance des banques suisses. Le

débat fait rage depuis des années: doit-on céder aux pressions, notamment américaines, de faire disparaître le secret bancaire, ou doit-on demander aux pays qui exercent ces pressions de taire d'abord le ménage dans leurs politiques fiscales? Le scandale des fonds en déshérence des années quatre-vingt-dix<sup>13</sup> a durablement marqué les esprits, et rien n'indique que la chose se fasse oublier. Auriez-vous un conseil à offrir aux banquiers suisses?

La compétition entre les banques va probablement augmenter et les banques suisses doivent se préparer à faire face à beaucoup de défis sérieux dans leur compétition internationale. La seule caractéristique qui distingue une banque suisse de la plupart des autres banques se situe probablement dans les valeurs suisses de respect de la sphère privée. Le secteur financier helvétique, si important pour cette nation, a largement été bâti sur le respect de la sphère privée. Au point que si cette valeur fondamentale, la sphère privée, est compromise ou détruite par les banques ou les autorités helvétiques, le système financier helvétique ne sera pas viable dans le monde auquel nous ferons face au XXI<sup>e</sup> siècle. Beaucoup de banques à travers le monde peuvent apporter un soin attentionné, si ce n'est minutieux, aux besoins de leurs clients, mais seules les banques suisses et les lois suisses ont par le passé pu garantir le niveau de respect de la sphère privée que recherchent beaucoup de clients.

D'autre part les mégabanques suisses risquent de ne pas pouvoir couvrir les pertes de clients dont elles souffriront en Suisse lorsqu'elles accepteront de révéler les données de leurs clients à des autorités étrangères. Il semble que l'UBS a agi de cette façon lorsqu'elle a accepté de fournir les données de ses clients aux autorités américaines en 2003. Les profits qui découlaient de leur entrée sur le gigantesque marché américain étaient apparemment censés contrebalancer fortement toute perte de clients et de volume

d'affaires dans ses opérations suisses. Mais est-ce que cette stratégie a payé? Si les pertes gigantesques récemment révélées que l'UBS a encourues à travers son implication sur le marché américain sont prises en compte, avec en plus les frais énormes que coûteront les litiges auxquels l'UBS doit désormais faire face aux Etats-Unis à propos de ses pratiques, de la violation de la sphère privée de ses clients et autres problèmes, peut-être que non. Le futur nous le dira. Ce qui semble certain est que, à mesure que l'UBS devient une mégabanque comme n'importe quelle autre et qu'elle oublie les valeurs et racines helvétiques, elle devient moins compétitive dans le monde. La déshelvétisation risque bien de ne pas payer sur le long terme. •

<sup>13</sup> Pendant 10 ans, les plus gros fonds de private equity de la planète s'étaient réunis annuellement à Francfort sans éveiller l'attention. Mais en février 2007, la crise s'étant installée au USA, les confédérés surpris ont été accueillis par des foules de protestataires furieux contre «cette peste d'accapareurs». En même temps, les fonds KKR et Texas Pacific annonçaient l'une des plus grosses opérations de l'histoire du private equity avec le rachat du courtier en énergie texan TXU pour 44 milliards de dollars.

<sup>14</sup> A l'heure où nous mettons ce livre sous presse, une vaste campagne nationale en Suisse tend à exiger des dirigeants et ex-dirigeants de l'UBS qu'ils restituent leurs bonus de 2007 et renoncent à ceux prévus pour 2008.

<sup>15</sup> Trois mois après cet entretien, le 23 septembre 2008, le FBI annonçait l'ouverture d'une enquête sur de possibles fraudes comptables de 26 établissements financiers. Seraient notamment visées par l'enquête les dernières grandes victimes de la crise, à savoir les agences de refinancement hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac, la banque Lehman Brothers et l'assureur AIG.

<sup>16</sup> En évoquant la méthode mark-to-model, dans son rapport intermédiaire de février 2008, le Forum de stabilité financière a appelé, selon le quotidien français économique «Les Echos», à «plus de rigueur dans la mise en œuvre des méthodologies d'évaluation».



(Editions Xenia, Vevey, Suisse, 2008. ISBN 978-2-88892-055-7)

## Mon banquier m'a dit...

### Qui veut détruire la Banque Suisse?

Entretiens sur l'avenir de la place bancaire suisse dans la crise financière mondiale menés par David Laufer avec:

- Alain Berset, Conseiller aux Etats fribourgeois (PS)
- Georges Blum, ancien PDG de la SBS
- Michel Dérobert, Secrétaire général de l'Association des banquiers privés
- Matthias-Leonhard Lang, Directeur de succursale, Kreditbank (Switzerland) Ltd.
- Christophe Reymond, Directeur du Centre patronal vaudois
- Luis Suarez-Villa, Professeur à l'Université de Californie

# La souveraineté alimentaire: déclaration de guerre au néolibéralisme

par Reinhard Koradi

Il existe de nombreuses raisons de réfléchir à la souveraineté alimentaire. A moyen et à long terme, le réchauffement climatique, la raréfaction irréversible des ressources naturelles, la destruction des exploitations agricoles familiales et les scandaleuses injustices dans la répartition des produits alimentaires sous nos latitudes provoqueront des crises d'approvisionnement dramatiques. Et l'effondrement des approvisionnements dû à des catastrophes naturelles, à la montée en flèche des prix et aux conflits politiques et militaires est également dangereux. Dans le passé nous nous sommes laissé aveugler par des scénarios sécuritaires trompeurs et nous avons négligé d'assurer et de développer les conditions de la souveraineté alimentaire. L'obéissance silencieuse d'une large majorité lors de la réforme – du bouleversement social selon les dogmes néoconservateurs – a conduit entre autres à ce que l'humanité soit plus éloignée que jamais de maîtriser les problèmes de la faim et de la pauvreté. Le *Rapport sur l'agriculture mondiale*, paru en août 2008, démasque le mensonge néolibéral et montre qu'il est urgent d'agir. Il révèle les manques scandaleux du système économique mondial qui rapporte d'énormes profits à une petite minorité de gens sans scrupules. Les auteurs du *Rapport* demandent un changement fondamental de la politique et de l'économie agricoles et mettent au premier plan la souveraineté alimentaire pour tous les peuples et toutes les nations.

## La solidarité et la responsabilité individuelle doivent amortir les chocs

Depuis des siècles, les pays riches augmentent leur prospérité en exploitant les pays «moins développés». D'un côté la surabondance et de l'autre la pauvreté. Nous faisons trimer les autres, nous les laissons souffrir de la faim et tomber dans la misère pour installer nos oasis de bien-être, nos paradis de loisirs et notre société des services et de l'information qui ne crée guère de valeurs. Il est dramatique que dans les pays industrialisés trop de personnes ne se rendent pas compte qu'elles aussi se trouveront du côté des perdants d'un nouvel ordre social, à moins que les citoyens ne se mettent à s'opposer à l'injustice. Nous sommes encore «en bonne position» bien que l'on soit en train de nous retirer notre sécurité existentielle. Nous luttons individuellement pour sauver ce qui peut être sauvé, bien qu'il soit depuis longtemps indispensable d'unir nos forces pour combattre l'injustice, l'épuisement des ressources pratiqué par une élite rapace et avide de pouvoir. Alors que nous avons de la peine à accepter que ceux qui vivent dans l'hémisphère sud souffrent pour la plupart de la pauvreté et de la faim, nous acceptons que, dans les pays industrialisés occidentaux, on détruise les fondements de la protection sociale.

L'actuelle crise financière et économique est une nouvelle tentative d'imposer le «consensus de Washington» annoncé en 1989 par la *Banque mondiale* et le *Fonds monétaire international* (FMI). Il s'agit de faire comprendre à chacun que toutes les négociations et discussions en matière d'économie non conformes à l'idéologie du marché doivent être interdites. Le «consensus de Washington» relance la stratégie de restrictions démocratiques. En fait partie avant tout l'élimination de la revendication libérale de souveraineté, le plus grand obstacle pour la croisade en faveur d'un système économique global néolibéral conformément à l'École de Chicago.

A ce sujet, les demandes du Sommet de Berlin convoqué par Mme Merkel en vue de la préparation du Sommet du G20 du 2 avril à Londres sont particulièrement alarmantes. Grâce à une nouvelle «architecture des marchés financiers», les Etats souverains doivent être soumis à un organe de contrôle global et le FMI, la Banque mondiale et l'OMC doivent être habilités à contraindre, par des sanctions, les Etats «récalcitrants» à



«Aujourd'hui, la souveraineté alimentaire n'est pas une mission des pays pauvres seulement mais également des pays riches.» (photo caro)

se soumettre à une réglementation globale. La démocratie - participation des citoyens responsables aux décisions, rempart le plus efficace contre le raz-de-marée du marché libéralisé - doit être définitivement détruite. Plus rien ne doit exister qui limite la soif de pouvoir et de profit de la haute finance de même que la marchandisation destructrice de valeurs et la déstabilisation d'économies tout entières.

Nous devons contrer cette stratégie des potentats globaux grâce à une association solidaire pour la défense de notre liberté. Selon la devise «Un pour tous, tous pour un», nous devons empêcher que la sécurité de l'emploi, les institutions sociales, les systèmes sanitaire et éducatif efficaces, les infrastructures de transports et d'approvisionnement ne sombrent définitivement dans le chaos provoqué par les errements néolibéraux.

## L'éclatement des bulles englutit les richesses nationales

Les bulles du système financier et économique global libéral ont éclaté, ou plutôt, on les a fait éclater. Le fossé entre l'économie réelle et l'économie financière a déclenché un effondrement colossal qui entraîne dans l'abîme les économies nationales déjà chancelantes. Les richesses nationales constituées au cours des générations doivent maintenant être sacrifiées aux «veaux d'or» néolibéraux. Des milliards et des milliards de dollars, d'euros et également de francs sont injectés dans un système malade sans sauver un seul emploi. Mais il y a pire: les entreprises soutenues grâce à des aides publiques présenteront des «plans d'assainissement» qui détruiront des milliers d'emplois. L'Europe prévoit un taux de chômage d'au moins 10%, mais ce devrait être un pronostic «lénifiant». En aidant financièrement des industries et des banques en difficulté, les Etats européens risquent la faillite. Certes, il n'y aura guère de faillites d'Etats mais les Trésors publics pillés et les pertes colossales des institutions sociales et de prévoyance dues à la spéculation sont une bonne raison de forcer la population à renoncer «volontairement» à ses droits acquis, à ses économies et à la protection sociale. La question se pose de savoir dans quelle mesure la situation désastreuse due à la destruction d'emplois, à l'effondrement des systèmes économique et financier et à des Etats insolubles n'a pas été provoquée pour résoudre le problème du blocage des réformes.

Il ne faut pas qu'on en arrive là. Au lieu de sombrer dans la passivité, effrayés par les menaces pesant sur nos bases existentielles, nous devons surmonter le choc et organiser la résistance. Et cela en nous concentrant sur l'essentiel, en prenant nos responsabilités et, fidèles aux traditions démocratiques, en nous associant pour agir. L'aide à l'autonomie fait aussi

partie de la démocratie authentique et de l'autodétermination.

La solidarité ainsi que le fait de réfléchir à la sécurité des moyens de subsistance et d'y travailler représentent la force déterminante qui rend possible l'indépendance nécessaire pour protéger la communauté internationale et nous-mêmes de la puissance destructrice de la doctrine néolibérale du libre-échange.

## Briser la dictature économique globale grâce à la souveraineté alimentaire

Le fait pour les peuples de pouvoir décider eux-mêmes de ce qui est cultivé, récolté et stocké pour finir sur les tables familiales est le moyen direct de s'affranchir de la domination de l'économie globale. Quand les peuples auront reconquis la souveraineté en matière d'alimentation et, partant, de politique agricole et du commerce des produits alimentaires, d'autres secteurs économiques échapperont au système économique global. La priorité est cependant d'assurer les moyens de subsistance grâce à des aliments en suffisance et d'excellente qualité. Elle est réalisée lorsque les familles, les communautés villageoises, les régions et les Etats disposent de ressources alimentaires garantissant que personne ne souffrira de la faim, que personne ne tombera malade ou ne mourra pour avoir absorbé de la nourriture ou des boissons avariées. Il s'agit pour cela de respecter les conditions climatiques, géographiques, culturelles et économiques dans leur diversité et de permettre des solutions adaptées aux besoins de la population.

Retrouvons la souveraineté alimentaire. Cette notion a été forgée par *La Via Campesina*, groupement mondial d'organisations de petits paysans et de travailleurs agricoles. Elle est notamment née de l'insatisfaction grandissante des paysans face à la mondialisation qui s'est étendue à l'agriculture. *La Via Campesina* estime qu'une économie agricole globale sert uniquement les intérêts des grandes nations industrielles exportatrices et l'agrobusiness mondial. Elle craint que les intérêts des populations rurales et la sécurité alimentaire ne soient de plus en plus écrasés par le rouleau compresseur de l'OMC. Elle voudrait empêcher que l'on brade l'agriculture et que l'on détruise la souveraineté de l'approvisionnement. Elle s'engage par conséquent en faveur de l'amélioration des conditions de travail et de vie des petits paysans et des travailleurs agricoles grâce à un commerce équitable, à une plus grande justice sociale et à l'instauration d'une économie durable dans le monde entier. Lors du *Sommet mondial de l'alimentation* de 1996, *La Via Campesina* demandait déjà la souveraineté alimentaire de tous les peuples. Depuis, cette revendication a été reprise sans ambiguïté par un nombre croissant d'associations paysannes

et d'ONG, et maintenant également par les auteurs du *Rapport sur l'agriculture mondiale*.

Les hommes doivent réapprendre à vivre de ce que produit leur environnement proche. Il faut créer un équilibre entre l'homme et la nature sur un territoire restreint, un cycle naturel de production et de consommation ayant lieu sur un espace réduit, sans gaspillage ni destruction des conditions de production et de vie naturelles. En cherchant à réaliser cet équilibre, nous nous affranchissons des dépendances et reprenons en main, petit à petit, la question alimentaire.

## Moyens de réaliser la souveraineté alimentaire

Soyons clairs: Aujourd'hui, la souveraineté alimentaire n'est pas une mission des pays pauvres seulement mais également des pays riches, donc de la Suisse. Tous les pays sont appelés à résoudre cette question pour eux-mêmes, dans l'intérêt de la lutte mondiale contre la faim. Il s'agit d'un acte de solidarité qui n'a rien à voir avec le protectionnisme. Les papes du commerce mondial auront beau protester et les gouvernements maintenir obstinément leur point de vue, la population a le droit de réclamer la sécurité de l'approvisionnement alimentaire.

Le droit de décider de la production, de la transformation, du stockage et de la distribution des produits alimentaires, et cela quantitativement, qualitativement et écologiquement, dépend d'un certain nombre de conditions essentielles. Chaque pays doit veiller à:

- économiser soigneusement les ressources naturelles et à les exploiter de manière à assurer le degré le plus élevé possible d'autarcie à long terme, c'est-à-dire pour les générations futures;
- respecter le patrimoine culturel et les valeurs paysannes, au-delà du folklore;
- assurer aux agriculteurs, quelle que soit l'importance de leur exploitation, le libre accès aux terres agricoles, aux semences, à l'eau, au savoir et à d'éventuelles mesures protectrices;
- accorder la priorité, en matière de promotion par l'Etat, à la production d'aliments sains et d'excellente qualité qui soient adaptés aux spécificités climatiques, culturelles et économiques;
- orienter la production surtout vers les besoins locaux et le marché national et d'approvisionner en suffisance la population en aliments naturels et sains;
- faire que les structures de production, de transformation et de logistique, aussi bien en ce qui concerne les friches que la taille des exploitations, offrent des conditions initiales optimales pour l'approvisionnement local de la population et garantissent aussi en temps de crise la plus grande sécurité d'approvisionnement possible grâce à la flexibilité et au partage des risques;
- intégrer les structures situées en amont et en aval dans l'approvisionnement alimentaire fondé sur des petites unités;
- payer aux paysans des prix appropriés et leur permettant de vivre décemment;
- préparer et appliquer en fonction des situations des mesures de régulation afin d'empêcher les productions excédentaires;
- donner la possibilité de prendre des mesures protectrices contre l'importation de «produits bon marché» et de soutenir efficacement la production d'aliments de base (p. ex. prix plus élevés);
- interdire absolument les aides à l'exportation et les mesures internes de soutien à l'exportation à des prix inférieurs aux coûts de production.

Et pour finir: Que celui qui n'en a pas encore un s'installe un cellier et fasse des réserves, cultive un potager familial et apprenne les rudiments d'une cuisine simple et saine. Mais il devrait avant tout mettre sur pied dans son quartier ou son village un réseau d'aide à l'autonomie entre les habitants et avec les paysans.